



Contre l'ensemble de la politique antisociale de Hollande, Reprenons la bataille des retraites là où on l'a laissée en 2010!

Pour sa « réforme » des retraites, le gouvernement a pris son temps. Pour mieux dire, il a ménagé ses effets. Quatre mois de préparation, de manipulation de l'opinion en soufflant le chaud et froid pour arriver au tiède. Dans quel but ? De plus en plus clairement : Entériner définitivement la loi Fillon et la loi Woerth-Sarkozy, éteindre le souvenir et l'actualité de la mobilisation massive de 2010. Le pouvoir voudrait que les manifestations du 10 septembre, huit jours avant la présentation de son projet de loi, rentrent dans une logique de cogestion de sa « réforme », de témoignage. Tout au contraire, elles peuvent et doivent marquer le début d'un mouvement de fond faisant aboutir les mobilisations de masse de 2010 contre Woerth et Sarkozy.

Plus personne ne se fait d'illusion sur un « changement » de politique avec Hollande. Il enfonce le pays dans l'austérité, sous l'égide du capital et de l'Union européenne. Le seul « changement » tient dans l'adoption d'une pédagogie lénifiante de l'impuissance et de la résignation. Le rejet de cette politique est massif mais le gouvernement est parvenu jusqu'à présent à suivre sa feuille de route.

Le plus gros cadeau au patronat depuis 15 ans, 20 milliards d'euros par an, le « Crédit d'impôt compétitivité » (CICE), payé par l'augmentation de l'impôt le plus injuste, la TVA, a été voté en catimini fin 2012, sans véritable opposition. 20 milliards, cela représente quatre fois le déficit de la branche vieillesse (retraites) de la Sécu en 2012. La loi pour faciliter les licenciements (ANI) a été facilement adoptée en avril grâce à la collaboration de la CFDT, malgré les quelques manifestations organisées sporadiquement (avant un début de réconciliation syndicale).

Mais la nouvelle phase de la casse du système de retraite pourrait être une autre affaire. Le pouvoir le sait. La défense des retraites a occasionné les plus grandes mobilisations des dix années de pouvoir de droite : en 2003 contre la loi Fillon, en 2007 les importantes grèves à la SNCF, à la RATP, à EDF et GDF contre la casse de leurs régimes, en 2010 les dix millions de manifestants, soutenus par plus de 70% de la population, contre Woerth et Sarkozy.

Sur le fond, depuis 2010, les conditions du rapport de force n'ont pas changé. **Sarkozy a fait passer sa loi, mais il n'a pas gagné la bataille des idées.** Porter l'âge du départ en retraite à 62 ans est injustifiable quand il y a 4 millions de chômeurs, particulièrement parmi les plus de 50 ans. La casse des retraites est organisée dans l'intérêt du Medef et de la finance qui veulent mettre la main sur nos pensions et notre épargne. Les déficits sont fabriqués : 30 milliards d'euros par an rien que d'exonérations de cotisations sociales pa-

RENDEZ-VOUS SOUS LE STAND DE LA SECTION DU 15ÈME!

avenue « Stéphane Hessel »

A partir du 8 septembre: Montage et aménagement.

Jeudi 12 septembre:

14h00: Ouverture du stand

Vendredi 13 septembre:

18h30: apéro-débat des JC du 15ème

Samedi 14 septembre:

17h00: rencontre-débat, défense des services publics RATP/SNCF

21h00: Concert des « Copains du quartier » (chansons de Georges Brassens par Martial et Olivier de la RATP)

Dimanche 15 septembre:

10h45 - Débat, situation du PCF, avenir du mouvement communiste en France, avec Emmanuel Dang Tran, membre du Conseil national du PCF

Tous les jours:

Bar avec les spécialités antillaises de Juju, punch et boudin

Petite restauration: Grillades et moules frites

Librairie militante, sélection de livres neufs et d'occasion (nombreux livres politiques, notamment sur l'URSS)

Diffusion Tract/pétition:

Rompre avec l'UE du capital et son euro. Cahiers communistes.

Henri Alleg nous a quittés

Notre section a rendu hommage au camarade Henri Alleg, décédé le 17 juillet. Dix camarades étaient présents à ses obsèques, le 29. Emmanuel Dang Tran et Joran Jamelot ont transmis nos condoléances à sa famille. Dans le message (page 6), nous saluons la mémoire du militant, du dirigeant, du journaliste communiste, de ses luttes héroïques, notamment contre le colonialisme.

Nous n'oublierons jamais non plus les conseils et soutiens apportés ces dix dernières années par Henri Alleg et son épouse Gilberte Salem aux prises de position et à l'action de notre section pour la défense et la reconstruction d'un PCF marxiste-léniniste.

L'engagement d'Henri Alleg continuera à marquer. Il n'y a même pas deux ans, il captivait un auditoire de 40 jeunes, invité par la JC Paris 15^{ème} à retracer son engagement communiste.



Politique nationale/retraites

trionales. Ces réalités sont toujours bien présentes.

Si Sarkozy l'a emporté, il l'a dû grandement à la diversion électorale. Au lieu de rechercher une victoire au prix de la lutte, la bataille a été déviée vers le résultat des présidentielles de 2012. Le PS et ses alliés ont fait preuve d'une hypocrisie maximale en participant aux manifestations. Certains syndicats appelaient à « une autre réforme », supposant une autre majorité. Début 2012 encore, les candidats de « gauche » osaient participer à un meeting de la CGT sur les retraites en promettant à tous vents.

La comédie est terminée. Hollande n'a retouché la loi Woerth que pour quelques cas de carrières longues mais l'orientation reste la même. Ce constat doit inciter les organisations à contrer le climat de résignation, entretenu depuis l'avènement de Hollande, à reprendre la lutte de 2010. L'actuelle « réforme » Ayrault des retraites a pour but principal d'exorciser cette perspective. Une « réforme » venant de « gauche », sans grand remous syndicaux, sinon des « journées d'action » de principe : voilà qui pourrait couper court à la reprise d'un mouvement d'ensemble dans la suite de 2010, voilà qui entérinerait définitivement les lois scélérates de Fillon et Woerth.

Il n'y a pas à être « soulagé » de la relative « modestie » des annonces du premier ministre.

Les prélèvements supplémentaires sont parfaitement injustifiés. Il est inacceptable d'augmenter les cotisations sociales des salariés quand le patronat bénéficie de 30 milliards d'euros d'exonérations. Le patronat se voit promettre, à nouveau, des déductions de cotisations, dès 2014, sur le dos des allocations familiales. Qui va payer ? Les familles, les salariés qui subiront une hausse prévisible de la CSG, habilement reportée.

L'allongement de la durée de cotisation à 43 ans en 2035 pénalise à terme la jeunesse. Immédiatement il valide l'augmentation en cours que les salariés subissent, dans la suite de la loi Fillon. La durée de cotisation augmente et doit atteindre 41 ans et 3 trimestres en 2020. Ayrault, après Fillon et Woerth, veut casser le lien entre les salariés et le système solidaire : la cotisation sociale. Rappelons, défendons ce fondement !

Pas de report de l'âge de départ, assure Ayrault ? Mais il est en cours ! Jusqu'à 62 ans !

Les retraités sont une nouvelle fois fortement mis à contribution, pour 2,7 milliards d'euros avec le durcissement de leur imposition et le report de la revalorisation des pensions dans l'année (sans parler des complémentaires).

Les contreparties avancées n'ont rien de social. Le système de « points-pénibilité » ne correspond à aucune amélioration, aucune réparation pour les salariés esquivés au travail. Au mieux, ils subiront juste un peu moins le report de l'âge de départ. Le dispositif représente également le contraire de la prévention et de la limitation des travaux pénibles.

Les mesures annoncées pour les femmes sont de l'ordre de la diversion (le plafonnement des réversions et la suppression de la demi-part pour les parents ayant élevé des enfants ne sont pas remis en cause).

Le gouvernement espère que l'allongement de la durée de cotisation paraîtra lointain, que les retraités, préparés à pire, seront peu mobilisés, que les salariés prendront la hausse des cotisations pour un moindre mal, par rapport à la CSG. Des syndicats commencent à afficher leur soulagement. Medef et droite surenchérisent. Tout cela n'est que jeu de posture. **Tout est organisé pour que l'on oublie les lois Fillon et Woerth en pleine application.** Le gouvernement a aussi pris soin de décaler la « réforme ferroviaire » contre le service public de la SNCF, pour éviter une convergence des luttes...

De la défaite de 2010, nous retenons une autre leçon. L'absence de mouvement continu, avec ces journées espacées sans grève, l'absence de revendications concrètes immédiates, comme le retrait du projet de loi, le flou dans la diversité des propositions de fond ont contribué à laisser passer la loi. Aujourd'hui, l'illusion électorale retombée, communistes, nous appelons à un mouvement offensif et clair, dès la manifestation syndicale du 10 septembre. Il ne s'agit pas de manifester une opposition de témoignage mais de préparer une offensive d'ampleur, sur les retraites, comme contre l'ensemble de la politique austéritaire du pouvoir.

Demandons en priorité :

- le retrait des propositions Ayrault,
- le rétablissement de la retraite à 60 ans, 55 ans pour les métiers pénibles
- la diminution de la durée de cotisation vers 37,5 annuités (la durée moyenne des carrières est de 37,1 ans)
- la suppression des 30 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales patronales
- la suppression du « Crédit d'impôt compétitivité » et de ses 20 milliards d'euros au patronat.



Publicité

Ourlets, retouches, rideaux :

Pour tous vos travaux de couture, nous vous recommandons les services de notre camarade Simone R, basée dans le 15^{ème}, à proximité du 14^{ème} et de Malakoff.

N'hésitez pas à la contacter au 01 48 42 46 80 !

NON À LA LIQUIDATION DE SGS-ASTER !

POUR LA SECURITE DU MEDICAMENT, POUR LA PRESERVATION DES COMPETENCES EN FRANCE EN MATIERE D'ESSAIS CLINIQUES, SOUTENONS LES SALARIES EN LUTTE!

Sur les murs de SGS-Aster, rue Eugène Millon, les salariés dénoncent la casse économique et sociale d'une des principales sociétés françaises dédiées à l'essai cliniques des médicaments.

Le PCF Paris 15^{ème} a rencontré des salariés en lutte et le syndicat CGT. Nous sommes intervenus en diffusant 3500 tracts de soutien (texte ci-dessous), prioritairement à la porte des hôpitaux et de l'Institut Pasteur. Nous alertons nationalement les réseaux santé du Parti et de la CGT et invitons à interpeler les ministères concernés.

Après la surprise et la fourberie, les patrons de SGS jouent le pourrissement pour faire passer son plan antisocial. Mais la lutte pour Aster peut et doit devenir une bataille nationale, vu son secteur d'activité sensible, vu l'actualité des débats politiques sur la reprise des sites rentables.

Le 5 juillet, Jean-Marc Ayrault et Marisol Touraine affichaient, au 6^{ème} Conseil stratégique des industries de santé, leur volonté de rendre sa place à l'activité des essais cliniques en France, de contrer les délocalisations. Nous ne sommes pas dupes. Ces annonces sont d'abord destinées aux patrons demandeurs d'aides publiques et de déréglementations. Mais c'est aussi l'occasion de prendre le pouvoir au mot.



L'industrie pharmaceutique française est l'une des plus développées au monde. Chaque année, 600 millions d'euros sont consacrés à la recherche, privée ou publique, dans la recherche clinique.

La législation française est l'une des plus poussées du monde en matière de sécurisation du médicament. Des scandales comme ceux du Mediator ou des prothèses PIP sont l'exception. Avant toute mise sur le marché, un médicament doit faire l'objet d'essais cliniques sur l'homme. Dans ce domaine aussi, l'encadrement juridique en France est très avancé.

Mais pour les multinationales, les essais cliniques constituent un marché concurrentiel mondialisé, source de profits potentiels considérables. En France, on teste les médicaments dans des cliniques spécialisées sur des volontaires sains, suivis dans la durée, indemnisés jusqu'à 3800 euros par an. En Inde à l'extrême opposé, on peut recruter des cobayes à 5 euros l'expérimentation.

C'est dans ce contexte qu'il faut situer la décision de la multinationale suisse SGS de liquider la clinique Aster, l'un des trois principaux spécialistes français des essais cliniques, situé dans le 15^{ème} arrondissement de Paris. SGS a racheté Aster-Cepach, entreprise indépendante, prospère et réputée pour son sérieux.

Après s'être accaparé du beau carnet de clients d'Aster, la direction de SGS a consciencieusement sapé sa nouvelle filiale. Elle a désorganisé le calendrier d'exécution des études, vendu certaines activités « à la découpe », plombé les comptes avec des frais immobiliers, sans parler de la pollution du climat social. Au total, en 7 ans, elle a réussi à affaiblir Aster de la moitié de ses emplois.

Pourtant jamais, SGS-Aster et ses salariés ne

sont « tombés dans le rouge » et n'ont perdu la reconnaissance du milieu pharmaceutique.

Janvier 2013 : SGS argue d'une baisse conjoncturelle du chiffre d'affaires pour annoncer un plan de suppression de 88 des 99 emplois, les 11 autres restant en sursis. Pourtant, le carnet de commandes était plein pour 2013 !

Pour les salariés, c'est un « coup de massue ». D'une moyenne d'âge de 40 ans et de 10 ans d'activité dans une activité d'excellence très spécialisée, n'existant nulle part ailleurs dans la région, où retrouver un emploi ? Devant le sabotage, le gâchis, la colère s'est organisée avec les syndicats. Il n'est pas question d'accepter un « plan de sauvegarde de l'emploi », annoncé hors des procédures légales et n'assurant aucun reclassement ou formation. (Ah que SGS aurait aimé bénéficier de l'accord MEDEF-CFDT de flexibilisation de l'emploi (ANI) adopté par le gouvernement pour aller plus vite en sale besogne !).

Surtout, la bataille pour le maintien, la reprise de l'activité reste centrale, envers et contre le diktat de SGS. Un projet existe déjà de reprise de 60% de l'activité. SGS s'est appliqué à le saboter en annulant les études programmées, en détournant les contrats en court et les clients vers son autre filiale en Belgique (où les conditions sociales sont beaucoup plus lâches et où le travail s'effectue en ... anglais). C'était bien ça le but !

Depuis 5 mois, les salariés des laboratoires de la rue Eugène Millon et de la rue de la Croix-Nivert n'ont quasiment plus de travail. SGS laisse pourrir la situation. Si cela aussi, ce n'est pas du harcèlement !

La lutte des salariés de SGS-Aster est la nôtre, que nous travaillons à l'hôpital, à l'Institut Pasteur, ou partout ailleurs, comme patient potentiel.

Face à SGS, les pouvoirs publics doivent prendre leurs responsabilités, associer les gestes aux annonces. Les salariés en lutte sont allés rencontrer la ministre de la santé et celui du « redressement productif ». De leurs collaborateurs, ils n'ont entendu que de molles paroles de compassion.

La mobilisation doit s'étendre pour porter la bataille de SGS-Aster !

- Non aux 88 suppressions d'emplois !
- Non à la liquidation d'un des trois principaux centres d'essais cliniques du médicament en France !
- Oui, le maintien et la reprise de l'activité est possible, sur la base des compétences des personnels, d'un projet existant, du carnet de commandes de début d'année, de la réputation de la clinique.
- Oui, le gouvernement peut et doit intervenir contre SGS, comme auprès des firmes pharmaceutiques. L'Etat subventionne les essais, accorde des crédits d'impôts : autant de moyens financiers de pression.
- Avec les hôpitaux, les CHU notamment, avec l'Institut Pasteur, l'Inserm, cela fait des années que l'on évoque la nécessité d'un rapprochement avec des centres d'essais cliniques ! Il est temps. Un « Centre national de gestion des essais de produits de santé – le CeNGEPS » a été créé. Il est dirigé en Ile-de-France par l'Assistance-publique – Hôpitaux de Paris. Il fait quoi pour sauver Aster ?
- Le besoin d'essais cliniques, d'études épidémiologiques, du savoir-faire d'Aster, ne cesse de croître.

La liquidation de SGS-Aster serait un scandale sanitaire : il faut que cela se sache !

Incendie dramatique, 253 rue Lecourbe

Dans la nuit du 21 au 22 juillet, un incendie s'est déclenché au 253 rue Lecourbe. Une femme de 25 ans est morte. 150 mètres carrés de toiture ont brûlé. Nous ne disposons pas du rapport des pompiers. Mais le rapprochement entre cet événement dramatique et l'histoire de l'immeuble nous vient naturellement. Au 253, une association de locataires a combattu des années un propriétaire, entretenant au minimum le bâtiment, avide de revendre « à la découpe » et au prix fort des appartements petits et délabrés, en chassant des locataires aux revenus modestes, souvent âgés. Nous étions intervenus pour le relogement d'une personne brutalement expulsée. A Paris, les prix prohibitifs des logements peuvent aussi conduire à des drames.

Notre rencontre sur la santé du

4 juillet a permis d'écouter un exposé précis de la CGT sur la situation laboratoire d'essais cliniques Aster, rue Eugène Millon et de préciser notre intervention contre sa liquidation (page 3). Avec les représentants des associations du Front de Seine, avant les municipales, nous redoublons l'action pour le rétablissement d'un centre de santé (page 5). A destination des hôpitaux du 15^{ème}, nous avons sorti un tract à propos de l'Hôtel-Dieu, qui devient un sujet central des municipales: [La défense de l'Hôtel-Dieu porte la défense de toute l'AP-HP. C'est le moment de faire reculer le gouvernement et la direction!](#) La décision de la ministre Marisol Touraine de « décaler » la fermeture des urgences, c'est-à-dire la fin de l'hôpital, après les municipales ouvre une brèche.

William Sportisse le 25 juin dans le 15^{ème}: Tonifiant!

Plus de 40 camarades et sympathisants ont répondu à l'invitation de notre section et de la JC Paris 15. Présentant son livre « Le camp des oliviers », qui retrace son parcours politique de communiste algérien depuis 70 ans, William Sportisse a passionné l'auditoire. Son exposé a permis d'avoir un témoignage direct et une analyse communistes d'événements historiques qui ont marqué l'Algérie et la France. Il a permis aussi d'apprécier, dans les conditions extrêmes du colonialisme, puis dans celles de l'Algérie indépendante, la justesse de l'organisation marxiste-léniniste et le courage, conscient et utile, de ses militants. Nous reviendrons sur cette soirée.

Municipales 2014 à Paris, le choix du PCF départemental : toujours l'indécision !

La consultation des communistes parisiens, initialement prévue fin juin, sur la stratégie d'alliance pour les municipales de mars 2014 a été reportée sine die. Nous vous en informions dans Infos 15 n°89. Depuis rien de nouveau après le Conseil départemental du PCF 75 du 20 juin si ce n'est l'annonce (lue dans le Parisien du 25 juillet) que le « chef de file » parisien, Ian Brossat (autoproclamé ?) et des « chefs de file » par arrondissement seront présentés à la presse le 9 septembre. **Cela n'a aucun sens de désigner d'abord des candidats sans avoir adopté auparavant une ligne d'ensemble.** Nous ne nous imaginons pas dans le 15^{ème} proposer des candidatures pour se retrouver en fin de compte faire-valoir d'Anne Hidalgo.

Le PCF-Paris se retrouve la seule formation politique à ne pas encore avoir défini sa stratégie. Cela ne serait pas bien grave, au contraire, si ce temps était utilisé à réfléchir collectivement à des propositions, un programme partant du bilan des mandatures Delanoë. Rien de tout cela malheureusement ! Point de base commune de réflexion.

Le choix de l'indécision relève de facteurs politiques extérieurs.

Le gouvernement Hollande déçoit profondément ceux qui ont cru à un changement, même minime à gauche. Plus encore que les autres, les Parisiens n'avaient pas d'illusions à se faire après 11 ans de social-libéralisme sous l'équipe Delanoë. Spontanément, bien des communistes parisiens se seraient prononcés en juin contre des listes derrière le PS.

Mais les élus PCF-Front de gauche sont dans une situation embarrassante. **Comment s'émanciper d'Hidalgo au 1^{er} tour (même pour mieux la soutenir au second) quand on a, au sein de l'exécutif sortant, collaboré fidèlement à l'ensemble de la politique municipale,** et que l'on en peut même pas se prévaloir de critiques ponctuelles comme les Verts ?

Deux conseillers de Paris, élus PCF en 2008, sur 8 ont choisi la cohérence (et le mépris des adhérents) en soutenant dès à présent Hidalgo: Alain L'Hostis (10^{ème} ardt) et Pierre Mansat (20^{ème} qui a, certes, quitté le PCF sitôt élu, avec ses indemnités). Nous n'osons imaginer pour quoi.

Par ailleurs, les opportunistes du Parti de gauche, à Paris comme nationalement, profitent de tout avantage. Rien n'arrête ces politiciens, transfuges du PS, convertis à une posture « radicale », dont beaucoup masquent mal leur anticommunisme.

A Paris, le PG a déjà annoncé qu'il déposera des listes, en tout état de cause. C'est leur droit. Ils proposent au PCF Paris dans les rejoindre dans des listes "Front de gauche" mais fixent leurs conditions. Leurs arguments politiques sont simples. 1 : Sans eux, pas de Front de gauche. 2 : Eux ne sont pas entachés de collaboration avec le PS. **Sur cette base, le PG prétend à une répartition ahurissante des têtes de liste et des élus potentiels** – quasiment la moitié pour lui – alors qu'il ne représente quasiment rien, sinon une capacité de chantage.

Dans ces conditions, l'attentisme de la direction et des élus sortants du PCF 75 se comprend mieux. Les sondages sont contradictoires. C'est bien normal tant les Parisiens sont moins préoccupés par les prochaines municipales que les élus et prétendants. Le 8 juin, un sondage Ifop-JDD donne 6% au Front de gauche. Catastrophe ! Cela laisserait au mieux 2 ou 3 élus estampillés PCF et autant d'autres FdG (contre 10 au total aujourd'hui), et encore suivant le bon vouloir du PS. Le 3 juillet, un sondage CSA-BFM donne 9% au FdG. Soulagement ! De quoi espérer conserver tous les sortants ! Certains ne sont pas au bout de leurs émotions.

Dans la section du PCF Paris 15^{ème}, ces calculs et ces conjectures ne nous concernent pas. Nous l'avons dit : dans le cas (improbable) de listes PCF indépendantes, ce qui est notre choix, nous nous tenons prêts. C'est la seule solution allant dans l'intérêt des travailleurs parisiens et du Parti.

Mais pour faire les forces d'appoints de sociaux-démocrates que l'on ne compte pas sur nous pour discréditer nos actions. Nous laissons la place ou les places à ceux qui y aspirent. Face au maire UMP dans le 15^{ème}, tous les élus de la liste Hidalgo en 2008 sont d'ailleurs réunis dans un groupe commun : la « gauche ».

Plus que jamais, dans la période, notre priorité ira vers les luttes locales et parisiennes : la défense des entreprises, des services publics, notamment municipaux, des hôpitaux, des centres de santé, du logement réellement social etc.

Hidalgo n'a qu'un seul argument valable. Si elle perd, une droite revancharde pourra faire encore bien pire sur la base du propre bilan de Delanoë.

A cela aussi, communistes du 15^{ème}, nous devons réfléchir.

15ème - QUARTIERS

Beaugrenelle : le promoteur Gecina vend le centre commercial avant même son ouverture !

Nous l'avions dénoncé depuis le départ, la firme à qui la municipalité de Paris a confié l'avenir de Beaugrenelle, est un promoteur avide de profits et point un « investisseur recherchant le développement durable » comme Anne Hidalgo a osé le présenter.

Les faits sont avérés. Avant même l'achèvement des travaux, Gecina confie à la banque américaine Morgan-Stanley la revente du site. On imagine la culbute financière pour un investissement, officiellement de 450 millions d'euros. On connaît et nous avons dénoncé le projet spéculatif qui étouffe le quartier, détruit les équipements publics, menace le logement social. Gecina, en faisant mariner la municipalité 10 ans, aux dépens des habitants, a obtenu tous les avantages qu'il voulait : extension du centre commercial, pleine propriété, prise en charge publique des nuisances et du marketing de l'opération. Avant les municipales, nous dénonçons plus fortement que jamais cette opération capitaliste conduite avec mépris par la municipalité de « gauche » et la Semparseine et exigeons, avec les associations, le rétablissement du centre médical conventionné et de tous les services publics, des dédommagements pour les riverains, un véritable plan de circulation. Non au Paris des promoteurs !

Patronage laïque : deuxième coup de poignard dans le dos de la municipalité PS

Ce que la droite voulait faire avant 2001, la « gauche » parisienne est en train de le réaliser : l'élimination du Patronage laïque, un lieu de liberté et de démocratie insupportable, à Paris, pour les tenants de l'ordre dominant. En abusant de la bonne volonté de l'association historique qui avait financé la construction du 72 avenue Félix Faure, la Ville de Paris a réussi à démolir les lieux. Le nouveau bâtiment, à l'architecture ingrate, offre des espaces plus réduits que le bâtiment historique. Surtout, leur affectation n'aura plus rien à voir avec les activités du Patronage. Sous le vocable ronflant de « patronage laïque du 21^{ème} siècle », Anne Hidalgo et la municipalité ont installé un centre d'animation ordinaire, confié à une association connue pour sa répression antisyndicale. L'association historique est évincée. En fait de laïcité, un « fonds documentaire » pour spécialistes sert de prétexte à éliminer les activités quotidiennes et citoyennes du Patronage et de ses associations partenaires. L'adjoint au maire de Paris, M. Bouakaz a mis cet « investissement » en parallèle avec les millions d'euros accordés au centre culturel islamique et à un centre israélite. Toute une conception de la laïcité ! Avant les municipales, nous soutenons le combat de l'association historique du Patronage Laïque, que la ville a été obligée de relogée jusqu'au 31 décembre, au 61 rue Violet, pour qu'elle soit relogée dignement et continue son œuvre centenaire.

Histoire : Lecture recommandée

« Les Parisiens en Résistance, Paris 13^{ème} », par Serge Boucheny

On peut remercier notre camarade Serge Boucheny pour le travail considérable, de recherche et de synthèse, qu'il a effectué sur la résistance, sur les résistants du 13^{ème} arrondissement.

Il n'était pas le plus mal placé pour cela. Apprenti à Gnome-et-Rhône après la guerre puis ouvrier à la SNECMA-Kellerman, très tôt militant et responsable du PCF dans l'arrondissement, il a côtoyé beaucoup de ces héros discrets qui font l'objet de son livre. Il a été aussi ensuite député de l'arrondissement en 1967/68, puis sénateur de Paris.

« Les Parisiens en Résistance – Paris 13^{ème} » retrace la trajectoire de dizaines de résistants des quartiers et des entreprises de cet arrondissement de Paris alors à la fois l'un des plus industriels et des plus peuplés.

Cette résistance urbaine est le reflet de l'histoire nationale et internationale, des débuts de l'Occupation à la Libération de Paris en passant, entre autres, par les répercussions de la victoire de Stalingrad. Elle est aussi une partie de cette histoire.

A travers des témoignages, des documents d'époque, des extraits d'archives, avec leur recoupement, Boucheny fait voir l'organisation quotidienne de la Résistance.

Ces résistants qu'il décrit sont d'abord des militants responsables, qui agissent de façon conséquente et organisée dans les conditions du 13^{ème}, avant d'être ces héros dont tant seront arrêtés, torturés, déportés, assassinés

et dont on honore à juste titre le martyre.

La lutte patriotique n'est jamais coupée des revendications immédiates. Tout acte est pesé, d'une simple prise de position avec des collègues, à la diffusion d'un tract, d'un journal, de l'Humanité clandestine, au sabotage, à l'action armée. Des initiatives audacieuses, comme la manifestation du 14 juillet 1942 devant le « Monument aux mères françaises », boulevard Kellermann, se jouent des contradictions du régime de collaboration.

Le livre décrit l'action de tous, quelles que soient leurs appartenances et motivations idéologiques dans la lutte de libération. Dans le 13^{ème}, l'élément communiste est largement prépondérant. L'organisation communiste dans les entreprises, avec le syndicat, son maillage dans les quartiers, y structurent la résistance.

L'étude des formes d'organisation et d'action, entreprise par entreprise, constitue l'un des aspects les plus intéressants du livre. Les organisations ouvrières n'y sont pas implantées de la même façon. L'intégration dans l'économie d'occupation et de collaboration n'est pas la même. Chez Panhard (éléments de blindés) et Gnome-et-Rhône (moteurs d'avion - nationalisé après la Libération), les patrons et actionnaires s'enrichissent directement en fournissant l'appareil de guerre allemand. On apprend que l'écrivain Claudel, actionnaire de G-et-R aura touché 200.000 francs par an de dividendes pendant l'occupation, 16 fois le salaire moyen ou-

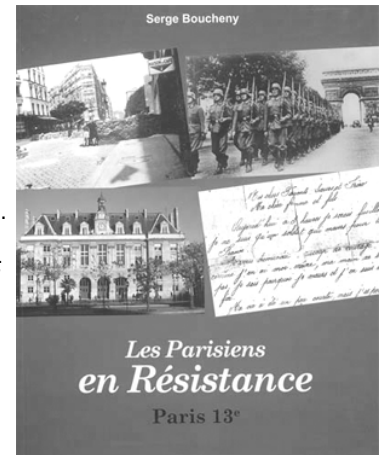
vrier...
La SNCF joue un rôle unique. Les

cheminots de la Gare d'Austerlitz ou des ateliers de Masséna participent nombreux et activement à la bataille du rail, par exemple avec la grève du 11 novembre 1943. A l'AOIP, Association ouvrière en instruments de précision, le corporatisme de coopérative, une « SCOP », porte ses dirigeants vers l'esprit du gouvernement de Vichy. L'ouvrage relate aussi la résistance à la TCRP (futur RATP), aux PTT, à la Pitié-Salpêtrière, chez les automobiles Delahaye...

Serge Boucheny rend aux noms, méconnus ou oubliés, que portent les multiples plaques apposées sur les murs du 13^{ème}, les raisons de rendre hommage à leur engagement collectif, à leur sacrifice. Bien au-delà du 13^{ème} !

En août 1944, 60 barricades sont érigées dans le 13^{ème}. Le 22 août, l'arrondissement est libéré, trois jours avant l'ensemble de la capitale.

En vente militante à la section du PCF Paris 15^{ème}. 20 euros + 4,15 euros de port. Chèques à l'ordre de « Cahiers communistes », à renvoyer 130 rue Castagnary, 75015 PARIS.



HOMMAGE A HENRI ALLEG

Henri Alleg est mort le 17 juillet 2013, à la veille de ses 92 ans.

Jusqu'il y a à peine un an, avant qu'un accident de santé le freine, Henri restait un infatigable militant communiste.

Pour beaucoup, dont remarquablement de nombreux jeunes, Henri constituait un repère, un référent, notamment dans les débats secouant le PCF et le mouvement communiste français.

Toujours disponible, toujours guidé par le marxisme-léninisme, toujours subtilement attentif à l'état des luttes et aux conditions du rassemblement, Henri a été jusqu'au bout un précieux conseil, un acteur entier du maintien et du renforcement d'un parti communiste authentique en France.

Sa mort invite à revisiter l'ensemble de son œuvre militante communiste, internationaliste, dont une part essentielle s'est déroulée en Algérie. Déjà la parution de ses « Mémoires algériennes » avait été l'occasion d'échanges passionnants.

Le nom d'Henri Alleg est lié à « la Question », ce témoignage implacable, au retentissement mondial, contre la torture pratiquée par la puissance impérialiste française.

Elle lui vaut aujourd'hui l'hommage d'héritiers directs des forces politiques qui défendirent le colonialisme, jusqu'au sommet de l'Etat, de personnages et d'organisations profondément anticommunistes. Ce n'est pas grave. Tant mieux peut-être.

L'engagement d'Henri Alleg dans la guerre d'indépendance du peuple algérien après 1954 découlait naturellement des positions et de l'action anticolonialistes du Parti communiste algérien. La réaction colonialiste connaissait l'un de ses pires ennemis. Elle ne manqua pas d'interdire en 1955 le PCA et le journal Alger Républicain dont Henri Alleg était directeur.

Pourchassé, arrêté en 1957, Henri Alleg subit le sort réservé à tous les patriotes et combattants anticolonialistes algériens.

Comme beaucoup de héros de toutes origines, il résiste et ne parle pas sous la torture. Comme un certain nombre, au gré des circonstances, il n'est pas assassiné, comme si tristement son camarade Maurice Audin.

Doté d'une détermination intacte, d'une plume exceptionnelle de militant journaliste, il parvient à écrire et faire sortir du baignoire les feuillets de « la Question », transmis et retranscrits en France par sa femme Gilberte, décédée il y a deux ans et indissociable, dans l'hommage communiste, du souvenir d'Henri.

Tous les engagements particuliers, précieux et féconds en eux-mêmes, d'Henri Alleg sont inclus dans l'engagement communiste global qui l'a animé et renforcé.

Ses écrits contre la torture sont toujours d'actualité, toujours repris. Elle reste pratiquée partout dans le monde, et est même légalisée par les Etats-Unis.

Henri Alleg et ses camarades du PCA se sont dressés contre le racisme. Il représentait le système d'exploitation du peuple algérien, dans toutes ses composantes, pour le colonialisme, comme il reste une arme de division des travailleurs.

Ils ont combattu fondamentalement le colonialisme, bien identifié comme une forme historique de l'impérialisme et du capitalisme.

Ils ont combattu l'impérialisme et le capitalisme armés de la perspective de révolution socialiste, de l'exemple d'octobre 1917, de la théorie marxiste-léniniste.

Tout cela a composé un tout.

L'action d'Henri, dans les années 40 et au début des années 50, à la tête de Jeunesse communiste algérienne, dans le PCA, avec l'instrument unique qu'était en parallèle Alger républicain est exaltante et exemplaire.

Dans les conditions si spéciales, si dures, de la colonisation en Algérie, les camarades du PCA font le choix courageux et nécessaire d'aller vers toutes les composantes de la classe ouvrière, vers les plus exploitées, des docks aux mines, aux exploitations d'alfa, d'organiser leur colère et leurs luttes. Cela à contre-courant de tout, même de préjugés répandus en interne.

Après l'indépendance, les forces nationalistes bourgeoises algériennes arrivant au pouvoir, prêtes à une forme de socialisme non marxiste ne sont pas disposées à laisser de place au PCA, même à un hé-

ros de la notoriété d'Henri Alleg. Il doit quitter son pays d'adoption en 1965, tout en continuant à militer au PAGS, successeur du PCA et jusqu'au bout aux côtés de ses camarades algériens.



En France, il adhère au PCF. L'Humanité, organe central du Parti, a recours à sa plume. Il en devient secrétaire général. Il multiplie les articles de grand reporter, rédige plusieurs livres notamment sur l'URSS, les Etats-Unis, la Chine. Il demeure plus que jamais un militant, en France avec toujours un œil de l'autre côté de la Méditerranée.

Sa conviction et son expérience l'ont conduit à exprimer ses désaccords avec les abandons théoriques successifs du PCF à partir des années 70 puis à s'inscrire ouvertement dans l'opposition au processus liquidateur engagé après le sabotage gorbatchévien de l'URSS. Il a toujours refusé de jeter le bébé avec l'eau du bain et l'a dit publiquement, de plus en plus fort à partir des années 90 quand il participe à l'organisation des communistes pour continuer notre Parti.

Toute la vie de militant communiste internationaliste d'Henri Alleg a été empreinte d'une forte cohérence, quels que soient le pays et l'époque.

Son passé héroïque et célébré fait taire, du moins édulcore les critiques de nos adversaires de classe. En fait peut-être pas tant en réalité que son absence de dogmatisme, son honnêteté intellectuelle, sa conviction et sa force de conviction. Ces qualités étaient inséparables de sa modestie.

Ce sont elles en tout cas qui continueront à inspirer et nourrir notre engagement et nos combats dans un mouvement communiste où Henri Alleg aura joué un grand rôle!

Nous adressons nos condoléances les plus attristées à toute sa famille, à ses camarades algériens du PADS, à ses compagnons d'Agir contre le colonialisme aujourd'hui, à tous les communistes qui l'estimaient.